

# Le Nigeria : atouts et défis d'une puissance émergente

Ifri-OCP Policy Center Roundtables – SESSION II

## Auteur

### Jacques MANLAY

Conseiller du commerce extérieur  
de la France, Conseil français des  
investisseurs en Afrique

## Messages clefs

- En 2014, le Nigéria est devenu la première économie africaine, devançant l'Afrique du Sud.
- L'économie du Nigeria se diversifie et s'oriente davantage sur les services, en particulier le commerce de gros et de détail, l'immobilier et le secteur de l'information et des communications.

## Introduction

Le Nigeria, géant d'Afrique avec ses 174 millions d'habitants, concentre les peurs et les espoirs de ses voisins. Il est aussi le symbole de tous les excès positifs ou négatifs.

Depuis l'indépendance en 1960, le pays a traversé de nombreuses épreuves (guerre du Biafra, coups d'État), mais depuis 1999 avec l'élection d'Olusegun Obasanjo, la vie politique se normalise comme en atteste l'élection récente de Muhammadu Buhari.

Avec un PIB 2014 de 522 milliards de \$ (réévalué en incorporant les activités bancaires, ICT et cinématographiques), hors secteur informel, le Nigeria est la première puissance économique du continent. L'essentiel des activités économiques tournent autour de l'agriculture qui représente 22 % du secteur (mais n'emploie que 70 millions de personnes), les services avec 30 %, l'industrie pétrolière avec 14 %, les IT avec 11 %, le secteur manufacturier avec 7 %, et la finance 4 %. Les recettes en devises proviennent à 90 % du pétrole sur la base d'exportations de 1,8 millions de baril par jour (Bonny light), qui assurent aussi 70 % des recettes fiscales.

## Les défis économiques du Nigeria

Jusqu'à début 2014, les Etats-Unis étaient le premier acheteur de brut nigérian (60 % de la production), mais le développement des gaz de schistes et l'abondance de l'offre ont réduit les importations américaines de pétrole nigérian à moins de 10 %, obligeant le Nigeria à se tourner vers d'autres clients comme l'Inde et la Chine. Le pétrole, historiquement *onshore*, bascule de plus en plus vers l'*offshore*, pour des raisons de potentiel de production et de sécurité même si l'accord avec le MEND a permis une amélioration de la situation dans la région du Delta.

Le Nigeria représente 8 % des exportations mondiales de gaz naturel liquéfié mais la consommation domestique (centrales gaz, usages industriels) reste faible.

Le secteur bancaire, puissamment remodelé durant les dix dernières années (réduction drastique du nombre de banques, minimum de fonds propres, contrôle de la banque centrale), est sain et compte des opérateurs internationaux (Zenith, First

Bank, etc.). Peu présente dans les produits à risques, l'activité a été épargnée par la crise de 2008. Cependant, la dette externe reste très mesurée avec 1,7 % du PIB et la dette intérieure est de 11 %.

Le budget 2015 a été établi sur la base de 53 \$/baril (79 en 2014), un taux de change de 190 Naira/\$, et un taux de croissance de 5,5 % ; les dépenses d'investissements comptent pour environ 20 % dans le budget, mais les retards dans l'exécution affectent la lisibilité.

### Un pays économiquement fracturé

Les disparités économiques sont très grandes entre le nord et le sud du pays, même si la puissance de grands groupes du nord est à mettre en regard de l'industrie pétrolière du sud. Le développement d'Abuja au centre du pays a quelque peu marginalisé le grand nord affecté par l'insécurité. Le pays n'est que 43<sup>ème</sup> sur 52 selon l'indice Mo Ibrahim sur la gouvernance en Afrique.

Les grandes sociétés nigérianes ont complété leur activité *trading* (importation) par du *manufacturing* et se projettent de plus en plus à l'extérieur du pays (ex. Dangote). Le business panafricain se développe à partir des activités financières (banques) et des services, notamment des IDE dans des pays tiers. Les flux physiques de marchandises sont freinés par des obstacles tarifaires, monétaires et d'infrastructures inadaptées.

Le Nigeria n'apparaît qu'au 175<sup>ème</sup> (sur 189) dans l'indice *Doing Business*, fortement handicapé par l'électricité, mais au 129<sup>ème</sup> pour démarrer un business. Ceci traduit le côté dynamique des nigériens, entrepreneurs, à la recherche permanente de nouvelles activités lucratives.

L'État de droit prévaut (*Common Law*), mais les lois (comme la propriété des marques) et l'exécution des décisions de justice ne sont pas toujours appliquées car le pragmatisme et les accords à l'amiable prévalent.

Le droit du travail est très libéral, le système de retraite est basé sur les fonds de pension (le gouvernement a renforcé les obligations des employeurs et a augmenté les taux de cotisation en vertu d'une préoccupation sociale intergénérationnelle) ; les jeunes diplômés doivent faire un stage (NYSC) d'un an en entreprise/administration en fin d'études afin de se familiariser avec la vie active et faciliter les brassages ethniques et sociaux. La frontière entre secteurs formel et informel est particulièrement ténue, mais participe à la faculté d'adaptation de la population dans

la versalité des situations.

Comme pour beaucoup d'autres pays, le défi principal reste la création de richesse pour l'emploi des jeunes arrivant sur le marché du travail. De la valeur ajoutée locale doit être créée, le pays ne pouvant rester un gigantesque supermarché de produits importés.

En conséquence de l'urbanisation et de l'éducation, une classe moyenne supérieure (20 millions de personnes) habitant principalement à Lagos et à Abuja émerge avec des habitudes de consommation occidentales, avec notamment un taux de bancarisation supérieur à 80 % (contre 44 % en moyenne par pays pour les plus de 15 ans).

Le gouvernement a fait, via son ancien ministre et nouveau président de la BAD, A. Adesina, un effort considérable pour l'agriculture (cacao, huile de palme, riz, hévéa, etc.) et l'agro-industrie avec l'implication de grandes sociétés locales et étrangères, sans oublier les coopératives (réorganisation de la distribution des engrais).

Pour être compétitif, le développement d'un secteur industriel, selon un modèle asiatique, ne pourrait se concevoir qu'après mise à niveau des infrastructures (électricité en particulier). Le plan *Power Africa* de Barack Obama apporte une première réponse, mais le projet est complexe tant en amont (génération) qu'en aval (distribution) avec de nombreux intervenants privés qui ont besoin d'une garantie de l'Etat pour sécuriser les paiements des acteurs de la filière.

### **Conclusion**

En conclusion, le Nigeria, qui a connu un plan violent d'ajustement structurel imposé par le FMI en 1986, aborde le contexte pétrolier dans de bien meilleures conditions (peu d'endettement). La diversification de l'économie reste insuffisante, mais le pays, avec sa complexité, a montré dans le passé sa capacité à surmonter les épreuves et à progresser. Autant de qualités à attribuer à sa population et à ses dirigeants, qui avec l'anglais, ont su profiter de la mondialisation.